



Le Bulletin

Volume 51 Numéro 3

Édition du 29 septembre 2022

Dans ce Bulletin

Mot du président pour la journée mondiale des enseignants!	p.1
Rencontres entre le SEHR (CSQ) et certains candidats des comtés de Saint-Jean, Iberville et Chambly	p.2
La Coalition avenir Québec : garder le cap du «plan de match!»	p.2-3
Le Parti libéral : entre absence et engagement!	p.3-4
Québec solidaire : donne toute la place aux services publics!	p.4
Parti conservateur : décentralisation, écoute et liberté!	p.5
Le Parti québécois 2.0!	p.6
Sessions de préparation à la retraite	p.7

À l'Agenda

Lundi 17 octobre 2022

Rencontre des nouveaux et nouvelles membres (inscription requise)

Lieu : Bureau du SEHR, 670, boul. du Sémiiaire Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

Heure : 16 h 30

Mardi 18 octobre 2022

Deuxième conseil des personnes déléguées

Lieu : Corporation du Fort Saint-Jean, 15, Jacques-Cartier N., Saint-Jean-sur-Richelieu

Heure : 18 h 30 (inscription à compter de 18 h)

Mot du président pour la journée mondiale des enseignants !

Chers collègues,

Durant cette campagne où on promet tant aux citoyens et si peu au monde de l'Éducation, ayons espoir ! Au moment d'écrire ces lignes, je ne connais pas le résultat de la prochaine élection... même si les sondages nous donnent un bon aperçu du résultat.

Ayons espoir que notre travail sera davantage reconnu, qu'on nous donnera de meilleures conditions d'exercice afin que nous puissions attirer, intégrer et retenir de plus en plus de collègues. Soyons conscients qu'il faudra poursuivre notre mobilisation légendaire pour y arriver!

Notre travail n'est pas simple, être enseignante ou enseignant est exigeant, mais soyons fiers du travail colossal que nous effectuons. En cette journée du 5 octobre 2022, nous devons le célébrer, le reconnaître plus que jamais.

Vive les enseignantes et les enseignants ! Espérons qu'un jour prochain, on reconnaisse notre apport essentiel à une société plus juste où tous les enfants ont leur place et la possibilité de réussir !

Bonne journée mondiale des enseignantes et enseignants !

Président

Rencontres entre le SEHR (CSQ) et certains candidats des comtés de Saint-Jean, Iberville et Chambly.

Au dernier congrès CSQ, il a été décidé que la Centrale et ses affiliés s'impliquent davantage dans la vie politique, afin d'exercer l'influence requise pour l'amélioration de nos conditions de travail. Ainsi, nous avons lancé l'invitation aux candidats de tous les partis politiques de la région afin qu'ils viennent discuter d'éducation avec nous.

Des représentants de chaque parti ont fini par répondre à notre invitation, parfois plus tard que têt ! La CAQ ne s'est manifestée qu'à la toute dernière minute, mais nous avons tout de même été heureux de rencontrer l'actuel ministre de l'Éducation, qui nous a fait craindre, un instant, son manque d'intérêt pour ce dossier ! Nous tenions à lui dire à quel point tout n'est pas rose actuellement en éducation. Nous résumons l'essentiel des rencontres dans les cinq articles suivants, en espérant que ce soit éclairant pour celles et ceux qui suivent la politique de loin, ou pas du tout. Pour les personnes qui souhaiteraient en savoir plus sur les engagements des différents partis, Radio-Canada a produit un comparatif de leur plateforme: <https://ici.radio-canada.ca/info/2022/elections-quebec/comparateur-programmes-plateformes-partis-politiques-promesses-enjeux/>. Notre Centrale syndicale avait également produit un document comparatif en lien avec les enjeux que nous défendons, nous avons toutefois dû la retirer à la demande du directeur général des élections du Québec.

La Coalition avenir Québec : garder le cap du « plan de match ! »

C'est mardi en fin d'après-midi que nous avons pu rencontrer le ministre de l'Éducation sortant, M. Jean-François Roberge (Chambly), qui s'est présenté à nos bureau avec M. Louis Lemieux (Saint-Jean).

Nous avons été heureux d'entendre de la voix du ministre que contrairement à une affirmation de son chef, il était conscient que tout n'était pas réglé dans le monde de l'éducation. Dans les cartons de la CAQ, pour l'éducation, on retrouve un nouveau parcours où dès la 3^e secondaire, des élèves pourraient amorcer une voie parallèle de formation professionnelle où ils termineraient leur DES tout en se qualifiant dans un parcours de la formation professionnelle.

On nous a également rappelé le projet pilote d'aide à la classe, actuellement en cours dans certaines écoles du Québec, en nous disant qu'on souhaitait étendre ce soutien à moyen terme dans les classes du primaire. Rappelons que le ministre prévoit faire appel aux techniciennes en service de garde afin d'offrir un support à la titulaire en classe puisque ce personnel est déjà présent dans les écoles et que cela nous permettrait de leur offrir un travail à temps plein. Si cette mesure ne rééquilibre pas la composition de nos classes, elle a au

moins le mérite de donner un coup de main au titulaire dans la gestion de celle-ci.

De plus, un des enjeux soulignés par vos officiers syndicaux concernait la pénurie de personnel. Ce à quoi le ministre a répondu en disant qu'il souhaitait attirer plus d'étudiants au baccalauréat en enseignement, favoriser une meilleure insertion professionnelle, via le mentorat, permettre une augmentation de la diplomation et assurer une rétention du personnel. Pour lui, bien que la voie de formation demeure le baccalauréat de 4 ans, il serait possible d'accompagner des candidats détenant un baccalauréat dans une matière pertinente à l'enseignement, via un service de mentor, et de compléter leur formation via la maîtrise qualifiante.

Selon le ministre, il y aurait désormais 700 classes spéciales de plus au Québec. Dommage qu'aucune d'entre elles ne se retrouve au Haut-Richelieu! Bien

que nous n'ayons pas eu le temps d'aborder la question avec lui, vous comprenez qu'aucune promesse concernant le « *définancement* » des écoles privées ne se retrouve dans la plateforme du Parti !

Enfin, afin de pallier le manque de ressources, notamment au niveau des professionnels (orthophonistes, orthopédagogues, etc.), il est prévu d'ouvrir la possibilité aux élèves de consulter au privé et que le système public en assume les frais. On prévoit également accélérer les chantiers de construc-

tion et de remise à niveau des établissements vétustes. Force est d'admettre que plusieurs projets de construction d'écoles sont actuellement en cours, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps au Québec. Nous nous sommes également entretenus avec Mme Audrey Bogemans (Iberville) qui nous a affirmé être pleinement consciente de l'importance des classes spéciales pour le réseau, et vouloir porter ce discours en tant que députée... un discours que nous avons fort apprécié.

Le Parti libéral : entre absence et engagement !

Du côté du Parti libéral, nous avons pu rencontrer M. Steve Trinque, candidat dans Iberville, qui a répondu personnellement à notre invitation. Ses collègues dans Saint-Jean et Chambly n'ont pas pris la peine de nous répondre.

Il faut bien le dire, le candidat dans Iberville gagne à être connu. Comptant quelques enseignants dans son entourage, il était bien au fait de certaines de nos revendications.

Une des actions que son parti souhaite réaliser serait de libérer les directions d'une bonne partie de leur charge administrative afin qu'elles soient plus présentes dans les écoles et voient à leur bon fonctionnement. Il nous mentionnait également vouloir épurer le remplissage de paperasse pour les demandes de services afin que les acteurs du système puissent se concentrer sur leur but premier : aider les humains. Il nous a aussi parlé de collégialité entre enseignants et dit avoir compris que dans le système actuel, l'entraide s'effrite sous la pression de toutes les tâches à accomplir et qu'il fallait revenir à la base du travail enseignant. Un discours rafraîchissant de la part de ce parti !

Cependant, lorsqu'on regarde le plus gros des mesures annoncées par le Parti libéral : 4,7 milliards pour la construction, la rénovation des écoles et la mise en place d'un chantier d'amélioration de la qualité de l'air, ainsi que l'octroi de 5 000 \$ par en-

fant pour l'inscription dans un programme particulier, on ne peut que constater que ces mesures ne rééquilibreront pas la composition de la classe et ne permettront pas à tous de se retrouver dans un milieu humain propice aux apprentissages ! On nous promet une révision des ratios à la baisse, une bonne chose, mais avec 10 à 15 plans d'intervention par classe, même une baisse de ratios ne fera pas de miracles. Un crédit d'impôt allant jusqu'à 500 \$ serait octroyé aux parents qui ont recours à un service favorisant la réussite scolaire, par exemple, de l'orthopédagogie. Lorsqu'on connaît le coût d'un suivi en orthopédagogie, ce crédit ressemble plus à un pansement sur le bobo qu'à une action réelle ! Le Parti libéral ne prévoit aucunement réduire le financement aux écoles privées. Beaucoup d'argent investi, mais peut-être pas à la bonne place ? Et des baisses d'impôt importantes...

Enfin, au niveau de la pénurie de main-d'œuvre, le fait de revoir le cursus scolaire afin d'accélérer la diplomation, ainsi que le parcours de la maîtrise qualifiante, peut aider à regarnir plus rapidement nos rangs. Il faudrait toutefois, comme M. Trinque

le suggère, assurer à ces nouveaux enseignants un mentorat par des enseignants d'expérience. Monsieur Trinque nous parlait ici de faire appel à nos retraités ce qui aurait le mérite de ne pas augmenter la pression sur le système. C'est une idée à

creuser. Toutefois, comme cela ne se retrouve pas sur leur plateforme, cette idée devra être portée par le candidat d'Iberville jusqu'aux têtes dirigeantes de son parti.

Québec solidaire : donne toute la place aux services publics !

Monsieur Vincent Michaux St-Louis (Chambly), M. Philippe Jetten Vigeant (Iberville) et M. Pierre-Luc Lavertu (Saint-Jean) sont venus à notre rencontre, soucieux de nous démontrer l'importance accordée à l'éducation dans leur plateforme.

Sur la pénurie de main-d'oeuvre en éducation, on nous a assuré vouloir améliorer les conditions de travail par la mise en place de mesures, comme des investissements massifs pour la construction d'écoles et la rénovation des bâtiments vétustes et un refinancement massif de l'école publique. On souhaite également augmenter le nombre d'heures reconnues et rémunérées pour les enseignantes et les enseignants, mais aussi les techniciennes et techniciens en éducation spécialisée (TES). On nous a parlé de mettre en place un plancher de services pour accompagner les élèves en difficulté d'apprentissage et d'adaptation, sans toutefois fermer la porte aux classes spéciales.

Par ailleurs, Québec solidaire croit que l'implantation des maternelles 4 ans ne répond pas adéquatement aux enjeux rencontrés en éducation, et risque même d'augmenter la pénurie d'enseignants. C'est pourquoi un choix serait fait pour maintenir et alimenter davantage les CPE. On ne fermerait toutefois pas les classes déjà implantées.

Enfin, Québec solidaire a été le seul Parti à s'engager lors du premier mandat sur la voie du « définancement » des écoles privées. En effet, ils nous ont expliqué leur vision, où les écoles privées qui souhaiteraient recevoir du financement de Québec devraient « devenir publiques » et cesser les examens d'admission afin de sélectionner leur clientèle. On nous a également mentionné vouloir

augmenter significativement les services de francisation (doublant les budgets) afin de s'assurer d'un accueil adéquat des nouveaux arrivants.

D'un autre côté, certaines mesures pourraient augmenter la pression sur le système. On souhaiterait rendre accessible, sans restriction, l'éducation aux enfants d'immigrants, qu'ils soient au Québec pour deux ans ou pour y demeurer à long terme. Actuellement, il est difficile d'évaluer ce que cela représente comme ressources additionnelles.

On nous a également répété que leur cadre financier, visant une plus grande participation des grandes entreprises et des personnes les plus riches, permettrait de réaliser cet ambitieux programme. Rappelons enfin que les candidats nous ont affirmé avec force leur allégeance indépendantiste. La seule façon, pour eux, de mettre en place l'ensemble de leur plateforme, est d'être les seuls à tenir les rênes du pouvoir.

Enfin, ce n'est un secret pour personne, Québec solidaire vise la gratuité scolaire pour tous les élèves du primaire et du secondaire (que ce soit pour l'achat de livres ou le cheminement dans un programme particulier) et à plus long terme, étendre cette gratuité aux élèves des cégeps et des universités. Reste à voir si la population achètera cette façon de voir les services publics.

Parti conservateur : décentralisation, écoute et liberté!

Du côté du Parti conservateur, trois candidats se sont présentés à nos bureaux le mardi 20 septembre dernier, Mme Anne Casabonne (Iberville), M. Daniel Desnoyers (Chambly) et M. Dominick Melnitzki (Saint-Jean).

On nous a dit que l'éducation était très importante pour le parti et qu'une grande importance serait accordée aux idées issues du milieu, tant au niveau des directions d'école que des enseignantes et enseignants.

Comme solutions au niveau de l'éducation, on nous proposait de rediriger les ressources des paliers supérieurs (lesquelles, on était en peine de le dire) vers les écoles et de poursuivre la décentralisation des pouvoirs amorcée par la CAQ, afin de leur accorder plus d'autonomie. On nous a également mentionné que la plateforme prévoyait la création de classes à ratios réduits pour les élèves en difficulté d'apprentissage ou de comportement et la création de classes pour les élèves à haut potentiel, en plus d'ajouter des écoles alternatives. Cette approche compartimentée créant plusieurs types de classes ne risque toutefois pas de favoriser la mixité scolaire et sociale, mais plutôt d'accentuer les clivages entre les élèves de milieux sociaux différents et de réduire l'égalité des chances pour les élèves défavorisés. Pour les candidats, la francisation des élèves et des parents immigrants semblait un enjeu. On nous a dit vouloir ajouter des ressources en francisation et créer des classes d'accueil.

Au niveau de la pénurie de main-d'œuvre en éducation, une des mesures proposées serait de simplifier le processus pour la reconnaissance des diplômes étrangers. Rappelons qu'un mécanisme visant à faire reconnaître les formations de niveau universitaire à l'étranger existe déjà au ministère de l'Éducation. On nous mentionnait également vouloir augmenter le pouvoir de décision des conseils d'établissement et le pouvoir de gestion des directions d'école afin de leur permettre

d'exercer un vrai « leadership » pédagogique dans leur école.

Rappelons que le PCQ se targue d'être celui qui octroiera les plus importantes baisses d'impôt parmi les cinq partis. Difficile de s'imaginer comment ils parviendront à seulement maintenir les services dans ce contexte, et ce, malgré l'augmentation des redevances à Pepsi Cola ainsi qu'aux compagnies minières.

Enfin, on a parfois senti que les candidats n'étaient pas tout à fait à la page du monde de l'éducation. Lorsqu'on les questionnait sur certaines des mesures annoncées, on constatait une méconnaissance de ce qu'elles impliquaient et de leur degré de réalisme... la façade était sous le point de glisser. D'ailleurs, on vante les mérites des écoles à chartes dans leur programme... C'est tout dire! Soyons conscients du potentiel désastreux de ce type d'écoles, qui chez nos voisins du sud sont carrément une sous-traitance de l'école publique, qui génère des profits en réduisant la qualité des services éducatifs! Néanmoins, les 3 candidats ont fait preuve de beaucoup d'écoute face à nos demandes, peut-être pourrions-nous les instruire sur certains faits!

En conclusion, force est de constater que le programme du PCQ recycle bon nombre de promesses de la CAQ, mais risque peu d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, puisque nos classes seraient encore plus déséquilibrées. Si un parcours alternatif pour les élèves en difficulté et l'idée de «sauver» les bons élèves du reste des groupes suffisait à régler les problèmes en éducation, nous ne serions pas en train d'en parler!

Le Parti québécois 2.0

Du côté du Parti québécois, les trois candidats ont répondu à notre sollicitation. Nous avons rencontré Mme Marie-Laurence Desgagné, candidate dans Chambly, M. Alexandre Girard-Duchaine dans Saint-Jean et M. Jean-Alexandre Côté dans Iberville.

Lorsque nous avons abordé la pénurie de main-d'œuvre en éducation et la façon d'y remédier, on nous a répondu qu'il fallait revaloriser la profession enseignante et que cela ne passait pas seulement par le salarial. Du côté du Parti québécois, on souhaite mettre sur pied une commission chargée de se pencher sur les problématiques vécues en éducation et les façons d'y remédier, on nous parlait d'une Commission Parent 2.0. Lorsque nous leur avons mentionné que la CAQ avait mené de grandes consultations en début de mandat avec comme résultat la situation actuelle, on nous a mentionné qu'à la différence des consultations de la CAQ, cette démarche serait menée par une instance indépendante du gouvernement. Si le PQ mentionne également vouloir abolir les subventions à l'école privée, son horizon d'action ne serait pas à court terme, ni avant la fin de la démarche de la commission. On nous a dit vouloir arrêter de promettre gros et de livrer peu. On affirme toutefois vouloir mettre fin au système à deux et trois vitesses actuel, mais « *en prenant le temps de bien faire les choses* ».

La vision du PQ est d'offrir « *un réel support aux enseignants* », par l'ajout de ressources et des baisses de ratios, afin qu'« *ils puissent faire leur travail, c'est-à-dire enseigner* ». Lorsque nous leur avons expliqué la problématique de « *l'inclusion sans les ressources* », mais aussi notre point de vue sur le fait que certains élèves n'ont pas leur place en classe régulière, on nous a dit être prêt à porter ce message plus haut afin qu'il soit entendu. Il semble que pour le PQ 2.0, la ligne du Parti n'est pas immuable et peut être bonifiée ! On nous a dit clairement qu'un député devait représenter sa base auprès des instances plus hautes et non l'inverse. On nous a mentionné également qu'avoir un projet

de société rassembleur aiderait à mobiliser la population vers un but commun et donnerait un sens au travail de chacun. Vous aurez bien compris de quel projet de société on parle ici ! Si le PQ assume désormais pleinement son désir de faire l'indépendance, d'affirmer que la souveraineté va valoriser la profession enseignante est un peu fort de café !

Enfin, les candidats nous ont démontré être bien au fait des problématiques au niveau du manque de locaux et de bâtiments dans certains secteurs du CSS et vouloir régler les problèmes de démarches qui s'éternisent dans le temps et nous font gaspiller les fonds publics pour des solutions temporaires (des roulottes par exemple), plutôt que d'arriver à bâtir ou rénover des écoles en temps et heure requis. Il faut bien le dire, le Parti québécois est l'un des seuls partis à ne pas promettre de baisses d'impôt. Il est donc un peu plus crédible lorsqu'il dit vouloir augmenter les investissements au niveau des immeubles et mettre en place de meilleures conditions de travail pour les enseignants et les professionnels de l'éducation. Le Parti se prononce clairement sur sa plateforme quant à l'importance des services publics pour une société plus juste et égalitaire, qui place le bien-être collectif au centre de ses priorités.

Sessions de préparation à la retraite

Ça y est! L'appel des verts pâturages de la retraite se fait sentir jusqu'au fond de vos os? C'est le moment de préparer cette étape importante de votre carrière!

Cette année encore, l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (CSQ) (AREQ-CSQ) offrira quelques sessions de préparation à la retraite. Ces sessions, planifiées et réalisées par l'AREQ-CSQ avec l'aide de ressources externes (CSQ et autres), s'adressent aux membres des syndicats affiliés à la CSQ qui prendront leur retraite d'ici le 31 décembre 2024. Vous pouvez vous y inscrire une seule fois au cours de votre carrière.

Le SEHR, fier de vous offrir la participation aux sessions de préparation à la retraite, assume les frais d'inscription, de transport et de repas. Les conjointes et conjoints des membres sont invités à participer à ces rencontres, mais devront acquitter eux-mêmes tous les frais. (Annulation sans frais, possible avant le 30 mars 2023.) Vu le contexte particulier entourant la pandémie de COVID-19, le nombre d'activités offertes en présentiel est réduit, des rencontres virtuelles sont également offertes. Pour les rencontres en mode virtuel, vous devez vous inscrire en ligne sur le site de l'AREQ à areq.lacsq.org en cliquant sur le bouton « Inscription SPR » et en choisissant « Sessions virtuelles » dans le menu principal (une seule rencontre par sujet). Vous devez remplir votre inscription et à la case « syndicat » choisir dans le menu déroulant :

« Z28 Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu ».

Le paiement de 50 \$ se fait par carte de crédit. Le Syndicat remboursera seulement vos frais d'inscription sur présentation du courriel de confirmation de paiement. Veuillez prendre note que cette façon de procéder est uniquement pour les sessions en mode virtuel.

Rencontre en présentiel

Si vous préférez une rencontre en présentiel, il est recommandé de s'inscrire le plus tôt possible par courriel :

sehr@lacsq.org, ou par téléphone : 450 348-6853.

Ville: Sherbrooke

Date : 14 et 15 avril 2023

Lieu: OTL Gouverneur Sherbrooke, 3131, rue King Ouest, J1L 1C8

Date limite d'inscription: 30 mars 2023

(ne tardez pas, les places sont limitées à 100)

Les sessions débutent par l'inscription dès 18 h le vendredi et l'horaire de travail des deux journées est le suivant :

Vendredi : 18 h 45 à 22 h 15

Samedi : 8 h 45 à 16 h 30

Nous contacter

Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu (CSQ)

670, boulevard du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu (QC) J3B 5M3

Téléphone : 450 348-6853 / 1 800 567-6853

Télécopieur : 450 348-6856

Courriel : sehr@lacsq.org

Site Web : www.sehr-csq.qc.ca

Horaire

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et
de 13h à 17h

(vendredi : 15h45)